



Agenda item:7

General Debate

Statement by:

France



**XVIème réunion ministérielle de la CNUCED - Intervention en plénière (20
octobre 2025, 17h)**

Madame la Directrice générale de la CNUCED,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens à féliciter la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement et sa Secrétaire générale et à remercier la Suisse en tant qu'Etat hôte pour son excellente organisation.

J'ai pris mes fonctions de ministre déléguée aux partenariats internationaux il y a quelques jours avec humilité et détermination, dans un **contexte international fragmenté**.

Le système commercial multilatéral connaît en effet des défis sans précédents ; ses institutions se trouvent fragilisées, à commencer par l'Organisation mondiale du commerce, et l'économie mondiale connaît un ralentissement préoccupant.

C'est dans ce cadre que cette 16ème réunion ministérielle revêt une **importance particulière**.

Comme le rappelait le Président Macron à l'Assemblée Générale des Nations Unies, nous avons plus que jamais besoin de préserver la sève d'un multilatéralisme efficace, de restaurer l'esprit de coopération qui a prévalu à la création des Nations Unies.

La CNUCED a été créée il y a plus de 60 ans sur un postulat qui reste d'une grande actualité : **l'intégration au commerce international constitue un puissant accélérateur du développement** et aussi un **vecteur de paix**, comme le faisait valoir le français Montesquieu.

Tous les pays doivent pouvoir bénéficier de conditions équitables, mais les pays les moins avancés – qui sont les plus éloignés des circuits commerciaux – ont besoin d'un accompagnement spécifique.

Ces conditions de concurrence équitables pour tous reposent sur les règles communes des institutions telles que l'OMC et la CNUCED.

Le multilatéralisme est notre meilleure garantie face à la loi du plus fort.

[CNUCED]

J'aimerais ainsi en premier lieu dire quelques mots pour **rendre hommage au travail de la CNUCED.**

Cette enceinte joue un rôle de premier plan pour renforcer l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale et rendre le commerce international plus favorable au développement économique de ces pays.

C'est un pont entre pays en développement et pays développés, entre l'OMC et le système de développement des Nations Unies, ce lieu où se forge une vision qui dépasse la logique Nord/Sud, une **vision fondée sur la solidarité et la coopération, dont le monde a tant besoin aujourd'hui.**

C'est la raison pour laquelle je suis particulièrement heureuse de vous rencontrer et vous écouter, après mon déplacement il y a quelques jours pour les Assemblées d'automne de la Banque mondiale et du FMI, dans cette enceinte qui a porté le discours du développement depuis tant d'années ; et comment ensemble, construire un monde où le développement durable est notre boussole et notre cible.

Ainsi que le Président Macron l'a réaffirmé lors du Conseil présidentiel pour les politiques françaises de développement en avril dernier, **les PMA ont vocation à rester au centre des efforts pour le développement** et donc du mandat de la CNUCED, avec la fourniture d'une assistance technique au développement, ou l'appui au partage des capacités en matière de technologie et d'innovation.

La CNUCED réalise par exemple un travail essentiel sur le commerce électronique ou sur l'économie numérique. Cette enceinte a enfin un rôle essentiel à jouer pour une meilleure inclusion des femmes dans le commerce mondial et pour lutter contre les inégalités femmes-hommes dans ce domaine.

Aux enjeux d'intégration au commerce mondial, s'ajoute une exigence essentielle : celle de ne pas aggraver les déséquilibres mondiaux.

Ces réflexions irrigueront la future présidence française du G7.

La CNUCED s'est pleinement saisie de l'agenda du développement durable et de l'urgence de faire, face à la crise climatique depuis le Pacte de Bridgetown adopté lors de la XVème réunion de la CNUCED.

Nous devons agir pour décarboner les transports internationaux et développer une économie circulaire : la France soutient pleinement cet **agenda dans le cadre du Pacte pour la Prospérité des Peuples et de la Planète.**

Aucun pays ne devrait avoir à choisir entre son développement et la préservation de la planète.

[Politique d'investissement solidaire et durable de la France]

Nous sommes aussi et surtout convaincus de **l'urgence de refondre nos politiques d'aide au développement.**

Nous avons-nous-mêmes établi une nouvelle politique d'investissement solidaire et durable, qui promeut une approche partenariale centrée sur des

objectifs prioritaires dont la santé, l'éducation et l'appui aux pays les plus vulnérables, servant nos intérêts comme ceux de nos partenaires.

Cet esprit, qui est celui de la coopération et du partenariat, nous conduit par exemple à consacrer désormais au moins 60% de nos dons aux pays les moins avancés et ceux particulièrement vulnérables au changement climatique ou en situation de grande fragilité financière, en nous appuyant notamment sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle des Nations Unies.

[ONU 80]

Je dirai un dernier mot pour marquer notre souhait de promouvoir un **multilatéralisme efficace, capable de se réformer et d'évoluer pour avoir plus d'impact**, et mieux répondre aux besoins des pays, des communautés et des citoyens.

La CNUCED, comme acteur du développement, est aussi pleinement acteur de ce tournant et des réformes d'ampleur initiées dans le cadre de l'initiative ONU 80 du Secrétaire Général de l'ONU. La rareté des ressources financières nous oblige tous : il nous faut **moderniser, optimiser les processus, rationaliser ce qui doit l'être et éviter les doublons**.

Je salue à cet égard le travail de la Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynszpan, qui s'est investie dans cette réforme, en proposant des synergies avec d'autres acteurs du développement, notamment pour accroître l'efficacité de l'appui aux pays les plus vulnérables avec l'Organisation mondiale du commerce. Elle peut compter sur notre plein soutien.

[Priorités de l'agenda FR et international : centré sur G7 et les déséquilibres mondiaux]

Pour conclure, je veux rappeler combien **la France s'engage dans la défense des biens publics mondiaux que sont le climat, la biodiversité et la santé mondiale ainsi que dans la promotion d'une gouvernance équilibrée.**

Cette ambition a guidé, ces derniers mois, l'organisation du Sommet pour l'Action sur l'intelligence artificielle, du Sommet Nutrition pour la Croissance et 3e Conférence des Nations unies sur l'Océan.

Nous resterons pleinement engagés lors des prochains grands rendez-vous onusiens, dont le Sommet social mondial de Doha et la COP 30 de Belem.

Enfin, la France placera au cœur de sa présidence du G7 en 2026 la lutte contre les déséquilibres mondiaux et la réforme de l'aide publique au développement.

Chacun d'entre nous aura un rôle dans ce moment historique où le multilatéralisme ne joue pas seulement sa survie mais la stabilité des relations internationales : vous pouvez compter sur notre engagement. Je vous remercie./.